

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

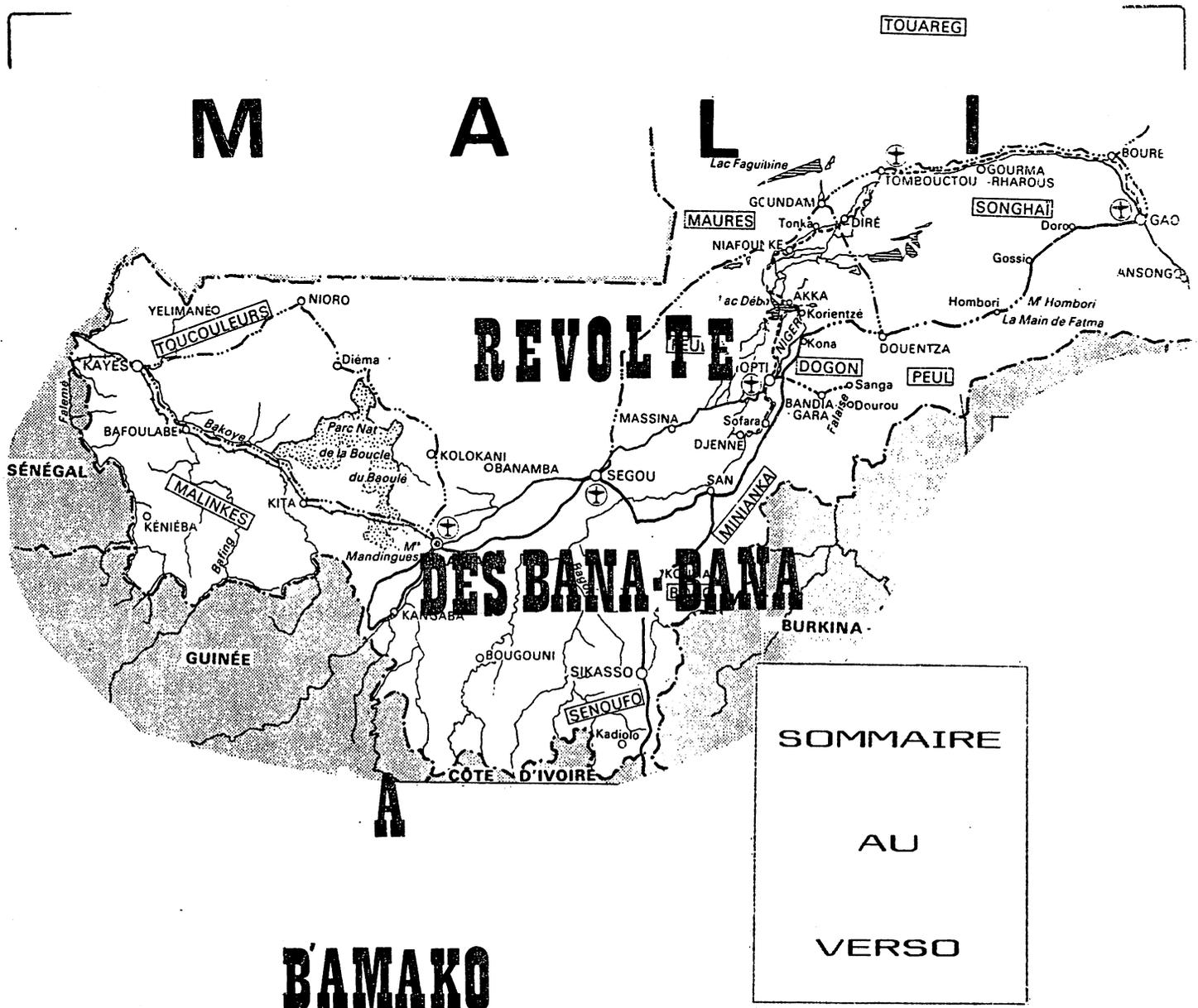
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 16 DECEMBRE 1990

N° 195

PRIX: 4 FF



SOMMAIRE

é d i t o r i a l

MALI: REVOLTE DES BANA-BANA A BAMAKO

Pages 2 et 3

- Editorial

pages 3 et 4

- Mali: la période de soudure risque d'être dure

Pages 5 à 8

- Tchad: c'est la fin de la dictature, mais...

- A propos du meeting de l'opposition

Pages 9 à 12

- Côte d'Ivoire: le plan Ouattara, nouvelle marmite, vieille sauce

- Bouygues achète l'ECCI

- Que propose Gbagbo?

Pages 13 et 14

- Cameroun: le ralliement de Woungly, significatif de la politique de l'UPC

Pages 15

- Maroc: une grève générale se transforme en émeute.

A B O N N E M E N T

France:

- pli ouvert: 70 FF

- pli fermé: 85 FF

Le paiement de fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants;

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux

A D R E S S E

Voir page 4

Le 3 décembre dernier, a eu lieu une révolte très violente des petits marchands -bana-bana- à Bamako. Ils se révoltaient contre la décision gouvernementale qui consistait à interdire aux petits marchands ambulants de circuler dans la ville avec leurs marchandises. Le gouvernement veut les obliger à payer des patentes et à se fixer dans des boutiques ou derrière des tables pour vendre leurs marchandises.

C'est contre cette mesure dictatoriale que les jeunes se sont rebellés pour la faire annuler. Ils ont érigé des barrages sur toutes les rues qui mènent au grand marché de Dabanani. Ils ont obligé tous les grands commerçants à fermer leurs boutiques et magasins sous peine d'être pillés par les jeunes et les sans travail.

Pendant cinq heures, les jeunes ont affronté les forces de l'ordre armés de matraques et de gaz lacrymogènes; ils contre-attaquaient par des jets de pierres. Il y eut beaucoup de blessés de part et d'autre et surtout parmi les manifestants. Plusieurs cabines téléphoniques et magasins ont été saccagés dans le centre-ville.

Les forces de l'ordre tiraient des gaz lacrymogènes sur tout ce qui bougeait. Des personnes âgées et des enfants ont été intoxiqués. On voyait des policiers gros comme des hypopotames armés jusqu'aux dents courir péniblement derrière les jeunes (16-18 ans) et même moins qui, pour la plupart, n'ont pas eu le moyen de se payer un petit déjeuner et derrière eux, de gros porcs engraisés par des fonds publics et le racket au grand jour. C'était vraiment révoltant à voir.

Les jeunes de Bamako, dont la plupart fils de paysans pauvres chassés de leur village par la misère; d'autres fils de chômeurs ou d'ouvriers faisant de petits métiers, ont eu raison de se révolter contre ces dictateurs qui sont non seulement incapables de leur donner du travail mais en plus ils ont eu le culot d'acier de vouloir leur interdire de faire leur petit boulot pour gagner quelques francs.

Car ces jeunes ne vendent que de petits articles genre noix de cola en détail, des cigarettes en détail, des bonbons, quelques mètres de tissus, de la viande grillée, des boissons fraîches. Ils gagnent environ 500 à 1000 F CFA par jour, et même moins, en parcourant des kilomètres à pieds.

Mais ces jeunes-là ne sont pas prêts à se laisser faire. Ils ont montré la voie à tous les pauvres et opprimés qu'on peut contester la décision des galonnés et civils.

Cela montre que dans ce pays aussi dictatorial, il existe bien une capacité de révolte. Les jeunes l'ont mon-

tré et si cela continue, les jours du régime seront comptés. Mais quoi mettre à la place? Un nouveau régime dictatorial qui remplacera l'autre même s'il propose d'instaurer le multipartisme? C'est ce qui pourrait arriver s'il ne se trouve pas de militants qui luttent pour la prise de pouvoir par les pauvres; s'il n'existe pas une organisation politique de travailleurs. Sans une telle organisation, sans de tels militants prolétariens, les révoltes risquent d'être sans lendemain ou de hisser au pouvoir de nouveaux dictateurs.

M A L I

LA PERIODE DE SOUDURE RISQUE D'ETRE DURE

Cette année encore la pluviométrie a été presque nulle au Mali. La majorité des champs de maïs et de mil ont été complètement asséchés par le soleil. Entre le début de l'hivernage et la fin, il y a eu un grand intervalle sans pluie.

Déjà les prix des denrées alimentaires comme le riz et le mil n'arrêtent pas de grimper. Comparativement à l'année dernière et à la même période, le sac de riz de 100 kg coûte 20 000 F CFA au lieu de 16 000; quant au mil, le même sac de 100 kg coûte 12 500 au lieu de 8 à 9 000 F CFA. Le sucre en morceaux est introuvable. Le sucre en poudre coûte 300 F CFA le kg. Pour l'essence, le litre est monté à 300 F CFA, mais il risque d'augmenter; s'il augmente, il va entraîner un renchérissement du transport.

Cette situation fera sûrement les affaires des grands commerçants qui cherchent déjà à acheter pour stocker en attendant que les prix grimpent encore plus.

Oh bien sûr que pour le moment, les galonnés de Bamako ne parlent ni à la presse, ni à la radio de ce problème mais c'est sûr qu'ils doivent avoir de grandes idées à savoir comment venir mendier quelques tonnes de céréales auprès de leurs maîtres européens et américains. Bien entendu s'ils reçoivent ces dons ou ces aides, ils ne seront pas distribués gratuitement à la population mais seront vendus aux commerçants qui à leur tour spéculeront sur le dos des populations pauvres. Ou encore ça fera encore pousser des "villas de sécheresse" pour les hauts fonctionnaires qui sont sensés recevoir ces aides.

Et pourtant il est possible de ne plus mendier auprès de ces donateurs intéressés, mais il s'agira alors de mener une autre politique agricole qui consisterait à faire de petits travaux d'irrigation avec la population au bord des fleuves Niger et Sénégal qui font partie des fleuves les plus longs d'Afrique. Pratiquer la culture vivrière au lieu de la monoculture qui ne répond qu'au besoin de l'impérialisme.

Mais même cela, les galonnés de Bamako sont incapables de le réaliser. Car ce ne sont pas les intérêts de la population qui les intéressent mais ceux de l'impérialisme et des leurs.

LES EXPULSES MAURITANIENS EN BUTTE AUX AUTORITES MALIENNES

Les expulsés mauritaniens qui vivent au Mali et qui sont à la recherche d'un statut de réfugiés politiques buttent devant le refus du gouvernement malien. Une délégation de réfugiés mauritaniens s'est rendue à Bamako pour rencontrer le

ministre de l'intérieur afin d'être reconnus comme réfugiés politiques. Les galonnés ont répondu "oui, mais..." Le "mais", c'est que le gouvernement mauritanien menace de soutenir les Touaregs si le gouvernement de Bamako reconnaissait le statut de réfugiés aux ressortissants mauritaniens.

Les réfugiés ont tout de suite décidé de créer un comité pour défendre leurs intérêts et pour s'entr'aider dans leur démarche jusqu'à la reconnaissance de leur droit.

Comme quoi, il ne suffit pas d'être Nègro-africain pour être bien vu et pour être aidé par un autre Nègre si africain soit-il! Car les Nègres riches et privilégiés sont plus proches d'autres privilégiés, qu'ils soient Arabes ou Européens que des Nègres pauvres.

MIC-MAC SUR LE CHEMIN DE FER BAMAKO-KAYES

Pour avoir un billet Bamako-Kayes ou Kayes-Bamako, c'est souvent tout un problème.

En effet, pour avoir une place assise, il faut une réservation. Souvent vous faites la queue jusqu'au guichet et on vous dit qu'il n'y a plus de place. Il faut comprendre par là qu'il n'y a plus de place à vendre publiquement. Mais si vous glissez quelques francs CFA, vous êtes sûr d'avoir une place. C'est ainsi que des policiers qui accompagnent le contrôleur dans le train proposent souvent de revendre des places qu'ils ont réservées. Au lieu de 200 F CFA, ils vous proposent de 500 à 1 000 F CFA.

Il y a aussi des gens à Kayes, des jeunes sans emploi qui viennent acheter des places pour les revendre aux voyageurs à qui on a dit qu'il n'y avait plus de place.

Pour les premiers il s'agit d'un vol commis par des hommes de loi; dans le deuxième cas, il s'agit de "débrouille" pour avoir quelques francs de quoi manger.

C'est ainsi donc que les voyageurs sont quotidiennement (le train Bamako-Kayes étant quotidien) traités comme des vaches à lait.

A D R E S S E

DUFEAL- COMBAT OUVRIER POUR LE PAT

B.P. 42 92114 - CLICHY CEDEX

TCHAD

C'EST LA FIN D'UNE DICTATURE, MAIS PAS DE LA DICTATURE,

DE LA MISERE, DES MALADIES

Le 1er décembre, c'est sur la pointe des pieds, en cachette comme un voleur que le dictateur Habré s'est éclipsé de Ndjaména; il s'est enfuit au Cameroun pour prendre le chemin de l'exil.

La chute de la dictature qui, depuis 1982, a soumis le Tchad à un régime féroce et sanguinaire, n'était que l'aboutissement -peut-être momentané- de l'une des guerres perpétuelles que les bandes armées imposent aux populations de ce pays depuis plus de 20 ans. Le bras de fer entre Déby, le nouveau



vainqueur et Habré, le vaincu, a commencé depuis 1989. D'abord chef d'Etat major de l'armée de Habré en 1982 jusqu'en 1986, Déby était à l'époque le conseiller du dictateur pour les affaires de sécurité et de défense avec Hassan Djamous qui lui avait succédé au poste de chef d'Etat-major de l'armée, il représentait dans le pouvoir son ethnie zakhawa dont beaucoup d'originaires constituaient l'un des principaux regroupements ethniques qui composaient l'armée de Habré.

Mais en 1989, une lutte pour le pouvoir a opposé Habré et ses deux compagnons Déby et Djamous. Le 2 avril de la

même année, ces deux derniers ont quitté Ndjaména avec le gros de leurs partisans et se sont réfugiés à l'Est du Tchad dans la région frontalière avec le Soudan, leur région natale où vivent des populations zakhawa de part et d'autre de la frontière.

De là ils lançaient des opérations militaires contre les troupes gouvernementales qui de leur côté, n'hésitaient pas à les poursuivre jusqu'à l'intérieur du Soudan. C'est au cours de l'un de ces combats que Djamous, blessé, a été capturé par les forces de Habré avant d'être assassiné par celui-ci dans l'une de ses géôles à Ndjaména.

En 1990, Déby s'est allié au Mosanat, le Mouvement pour le Salut National du Tchad, dirigé par Maldoum, l'actuel Vice-président. C'est une organisation militaire composée essentiellement de Hadjarai et et elle aussi dissidente des forces de Habré. De cette alliance est sortie le MPS, Mouvement Pour le Salut qui vient de prendre le pouvoir à Ndjaména.

Depuis le début de l'année, les troupes du MPS dirigées par Déby menaient des attaques limitées contre les troupes de Habré. Mais c'est en novembre que les événements se sont précipités. Le 10 novembre, Déby attaque Tiné et inflige une lourde défaite aux troupes gouvernementales. Le 18, ses troupes prennent Adré. C'est la débâcle des troupes de Habré.

Celui-ci décide d'en finir avec son ancien compagnon. Il regroupe les élites de ses troupes et se rend lui-même sur le front des combats. Mais cela n'est pas suffisant. La pourriture générale dans laquelle le dictateur a entraîné le pays depuis son arrivée au pouvoir a ravagé ses propres troupes de l'intérieur. Le 22 décembre, Iriba tombe sous le contrôle de Déby. Les troupes d'élite de Habré sont décimées, s'enfuient ou se rallient. Habré lui-même manque de peu d'être pris. C'est in extremis qu'il réussit à s'enfuir.

Après Iriba, c'est au tour d'Abéché de tomber entre les mains des partisans de Déby sans combat. Les forces de Habré jettent l'éponge, déposent les armes et refusent de se battre. Il ne reste plus à Déby et ses hommes que de descendre tranquillement sur Ndjaména et de prendre le pouvoir.

Entretiens, arrivé en catastrophe à Ndjaména le 26 novembre, Habré a d'abord tenté un bluff, un calcul qui va s'avérer fort lucratif pour lui. Il s'agissait en fait d'un vrai hold-up, d'un vol digne des grands gangsters. Le 30 novembre, il a réuni tous les dignitaires de son régime pour les mettre au courant de la situation. Mais dans la même journée, par l'intermédiaire de son secrétaire général du gouvernement, il fait rassembler tous les directeurs des offices et des sociétés d'Etat à qui il a fait dire que la situation était grave mais surmontable et qu'il avait besoin d'argent pour l'effort de guerre.

Les directeurs étaient conviés à lui remettre toutes les sommes dont ils disposaient. Ce qu'ils ont fait, séance tenante. Et dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, Habré s'est enfui avec sa famille et ses proches, sans oublier le pactole réuni sous prétexte de gagner la guerre, pactole estimé par les nouveaux du Tchad à 8 ou 9 milliards de F CFA. Le matin du 1er décembre, il était à Kousséri au Cameroun, première étape d'un exil certainement aussi doré que celui d'autres dictateurs brigands comme Duvalier aujourd'hui sur la Côte d'Azur en France.

Pendant les derniers et violents combats du règne de Habré, la France qui protégeait militairement sa dictature depuis 1982 s'est manifestement refusée de le soutenir malgré ses appels au secours. Les autorités françaises disaient qu'elles étaient neutres parce qu'il s'agissait d'une affaire entre Tchadiens, comme si elles étaient neutres quand Habré torturait, assassinait des milliers de gens sous leur protection et avec leur complicité.

En réalité, la France a fait son choix. Elle a décidé de laisser tomber Habré comme elle l'a fait hier avec Tombalbaye, Malloum ou Goukouni. Le pouvoir de son ancien protégé devenu plus qu'impopulaire, était gênant pour l'impérialisme français. Le maintenir pourrait non seulement conduire à des guerres perpétuelles dans le pays, mais peut-être à des révoltes aux conséquences imprévues, surtout que Habré ne voulait même pas procéder à des réaménagements de façade tel que le multipartisme, ne serait-ce que pour contenter l'opposition, comme depuis le sommet franco-africain de la Baule, la France l'exige à tous ses valets africains.

En plus le rapprochement entre Habré et les USA qui, depuis son exil au Soudan en 1981 et son retour au pouvoir en 1982, le soutenaient ouvertement de diverses manières n'était pas de nature à plaire à Paris dont le Tchad est la chasse gardée. Aussi, la "neutralité" de la France dans ces combats était-elle en réalité un choix en faveur de Déby, un homme connu de l'impérialisme français et très fort apprécié notamment par ses chefs militaires. Le nouvel élu de la France ne l'a d'ailleurs pas caché. Il a lui-même déclaré que s'il a pris le pouvoir, les troupes françaises au Tchad y étaient pour quelque chose.

Quant aux populations tchadiennes, dans tout le pays, c'est dans une indifférence totale qu'elles ont suivi la guerre des chefs jusqu'à son terme. Le 1er décembre, à Ndjaména, Déby est rentré dans une capitale silencieuse, contente certainement de la fuite de Habré, mais sans enthousiasme particulier à l'égard du vainqueur. Selon "Jeune Afrique", ce jour-là dans les rues, il n'y avait pas foule, quelques badauds seulement. Les gens ont d'autres préoccupations. Ils racontent que "les Tchadiens sont fatigués. Fatigués de faire la guerre depuis vingt-quatre ans. Des milliers de gens sont morts. Pourquoi? Pour qu'un chef de guerre en remplace un autre à la tête de l'Etat?"

D'autres disent: "Ici on a si souvent applaudi de nouveaux chefs que nos mains sont fatiguées." Le seul coin du pays où il y a eu de manifestations plus houleuses, à la suite de la chute de Habré, était la ville de Moundou dans le Sud.

Mais là aussi, c'est pour une autre raison qui n'a rien à voir avec des illusions ou une sympathie quelconque à l'égard du vainqueur: "On ne connaît pas Déby chez nous, dit un originaire du Sud. Ce n'est pas lui qu'on a fêté, c'est le départ d'Hissein Habré".

En effet les populations depuis toujours n'ont jamais été dans l'un ou l'autre des camps qui se disputent le pouvoir dans ce pays. S'il leur arrive d'être derrière telle ou telle autre bande, c'était parce qu'elles y étaient obligées et n'avaient pas le choix, de peur de se faire massacrer par les troupes armées qui imposaient leur ordre sans savoir ni demander ce que les gens en pensaient. Le choix des gens ne s'est jamais porté sur l'un ou l'autre des chefs rivaux qui s'entredéchirent autour du pouvoir. Leur problème n'a jamais été de savoir lequel d'entre eux allait l'emporter. Ils ont d'autres choses qui les préoccupent. Et ces choses-là s'appellent famine, misère, maladie, dictature.

Ce sont là des problèmes que l'on ne peut résoudre par le changement d'un homme par un autre. La longue liste des chefs qui se succèdent à la tête du pays depuis des années sans que rien ne change dans la vie des gens en est une éclatante démonstration.

A PROPOS DU MEETING DE L'OPPOSITION TCHADIENNE

la chasse aux postes n'est pas la seule perspective

Moins d'une semaine après la chute du régime du dictateur Habré, l'opposition tchadienne a tenu un meeting à Paris. Il s'agit du Mouvement pour la Démocratie et le Socialisme au Tchad, du Comité de Soutien la Lutte du Peuple Tchadien, du Rassemblement pour la Démocratie et le Progrès et du Groupe de Réflexion sur le Tchad. La salle de réunion était pleine: plus de 150 personnes étaient présentes.

Toutes ces personnes sont venues là, ne serait-ce que pour s'informer de la situation, du sort de leurs familles et amis laissés au pays. Mais non! Messieurs les organisateurs ont négligé le point information qui figurait dans le premier point de l'ordre du jour du meeting pour passer directement à la formation du Forum Démocratique, un nouveau mouvement qui veut rassembler toute l'opposition unie comme un seul homme pour négocier avec le nouveau régime. Car il y a urgence; Il y a à prendre des places de ministres, d'ambassadeurs, de présidents-directeurs-généraux, de directeurs-généraux etc...

En effet les nouveaux maîtres du Tchad ont annoncé leur intention de constituer un nouveau gouvernement. Pour former leur nouvel échiquier politique, ils auraient besoin de fous, des dames, des pions etc... Et ça se bouscule ici dans l'immigration pour aller à la mangeoire gouvernementale. C'est dans ce but que les organisateurs du meeting ont demandé au nouveau gouvernement l'autorisation de tenir à N'Djaména, une conférence nationale réunissant l'opposition et le régime en place (demande initialement adressée à l'ancien régime, remaniée pour la circonstance).

Pour ces dirigeants de l'opposition qui ambitionnent de grimper jusqu'au sommet de l'Etat ou pour bien d'autres qui pensent comme eux, eh bien! bonne chance! il n'y a pas de conseil à leur donner.

Mais s'il existe des intellectuels, minoritaires, même que l'on peut compter sur le bout des doigts d'une seule main, qui se fichent des postes à prendre; qui ne se contentent pas, parce que conscients, de changement au sommet de l'Etat où entre une équipe, plus ou moins neuve, mais aussi rapace que l'équipe précédente; pour ceux-là, comme pour certains qui, au pays regardent du côté des intellectuels parisiens pour une éventuelle solution à la crise tchadienne, il y a peut-être autre chose à faire.

. . / . .

Bien sûr, le lieu de l'action se situe au Tchad. Mais loin de là, on peut profiter de la liberté d'expression et de réunion qui existe ici en France pour aider à la lutte au pays. En commençant par discuter de quelle lutte mener, et dans quelle organisation.

Pour les uns, on avait vu, c'est d'accéder à la mangeoire gouvernementale sans se préoccuper du sort des démunis; pour les autres intellectuels, minoritaires que cette perspective dégoûte, qui cherchent réellement de solution à la misère et à la pauvreté, ils peuvent aider les pauvres à se rassembler, à mettre en place une organisation bien à eux pour déclarer la guerre aux riches et aux privilégiés.

Bien évidemment les perspectives d'une telle organisation dépasse le seul cadre du Tchad car les riches et les privilégiés d'un côté, les pauvres et exploités de l'autre, il en existe bien ailleurs et notamment dans les pays voisins.

C O T E D ' I V O I R E

LE GOUVERNEMENT DE QUATTARA: NOUVELLE MARMITE, VIEILLE SAUCE

Alassane Ouattara, ancien gouverneur de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest) nommé Premier ministre par Houphouët Boigny, a constitué son nouveau gouvernement.

Son crédo est "compétence, rigueur, transparence, responsabilité" mais ce qu'il veut, c'est ce que veut Houphouët, et derrière Houphouët, l'impérialisme.

Bien avant d'être nommé 1er ministre, alors que la Côte d'Ivoire était menacée par des grèves et des manifestations de rue, Houphouët lui avait demandé de proposer un plan d'austérité, le "plan Ouattara" qui avait l'aval du FMI. Maintenant il est consacré 1er ministre et il a, paraît-t-il, "cartre blanche" pour faire appliquer son plan par son équipe gouvernementale.

Pour faire croire qu'il apporte quelque chose de nouveau et qu'il n'imposera pas l'austérité qu'à la population laborieuse, il a diminué le nombre de portefeuilles ministériels de 30 à 20. Et sur les trente anciens ministres, il n'en a gardé que huit, tandis que les nouveaux qu'il a nommés passent pour des "jeunes technocrates". Voilà donc le nouveau décor gouvernemental qu'Houphouët a sorti de son chapeau. Pour ce nouveau gouvernement avec de nouveaux ministres bardés de diplômes ou pas, l'objectif est toujours le même: réduire toujours le niveau de vie de la population laborieuse pour renflouer les caisses de l'Etat.

On utilisera la diminution des postes ministériels comme argument pour licencier dans la fonction publique, pour réduire encore plus le pouvoir d'achat des petits fonctionnaires. Pendant que les prix des denrées alimentaires, des loyers ou des transports vont augmenter (ou continuent d'augmenter), les salaires, eux, vont rester bloqués. Les hôpitaux et les dispensaires seront toujours plus délabrés, les pauvres auront encore plus de difficultés pour se faire soigner, les quartiers pauvres toujours plus insalubres, parce que les budgets sociaux déjà inexistantes proportionnellement aux besoins seront encore plus réduits.

Et pendant que les habitants des quartiers pauvres de Yopougon, d'Abobo-gare, d'Abobo Doumé etc... sont contraints de serrer d'un cran leur ceinture, les riches de Cocody, de la Riviéra et du Plateau n'ont aucune crainte. Bien au contraire, ils s'enrichissent toujours plus. Ils étalent avec arrogance leurs beaux jardins, leurs belles villas et leurs voitures de luxe au milieu de la misère qui s'accroît à grande allure.

En cette période de fin d'année, le champagne coulera à flot dans les quartiers de riches tandis que les pauvres, eux, dans leurs quartiers n'auront même pas le "privilège" d'avoir de l'eau potable et de l'électricité.

Les riches dépensent en quelques jours pour leurs soirées achalandées, leurs loisirs et leurs cadeaux de nouvel an ce qu'un ouvrier d'usine, un docker ou un petit employé de bureau ne parviendrait pas à mettre de côté même en travaillant durement toute sa vie, à supposer qu'il trouve du travail.

Le plan Ouattara, c'est la perpétuation de cet état de choses. Mais ce n'est pas parce que Ouattara, Houphouët et leurs maîtres que sont les banquiers internationaux veulent que cette injustice continue qu'elle devient une fatalité.

Les travailleurs, les petites gens et ceux qui souffrent de cette injustice criante peuvent agir pour qu'ils ne soient pas les éternels perdants. Ils peuvent renverser la vapeur pour qu'on s'en prenne à ceux qui ont de l'argent, qu'on prenne leur richesse pour la mettre au service de ceux qui la produisent réellement.

APRES LA CONSTRUCTION DE LA BASILIQUE, BOUYGUES ACHETE L'ECCI

Bouygues vient d'acheter la majorité des actions de l'ECCI, entreprise d'Etat qui s'occupe de la distribution de l'énergie électrique en Côte d'Ivoire. Puisque c'est Bouygues qui est majoritaire, c'est lui qui s'occupe de la gestion et de la marche de la nouvelle société qui a changé de nom.

Il a déjà annoncé la couleur. Dans les mois qui vont suivre, il va y avoir des licenciements, des départs en retraite anticipés avec primes et surtout une nouvelle grille de salaires. Il faut comprendre plutôt diminutions de salaires pour les travailleurs. En plus Bouygues va placer ses hommes à lui, venus directement de Paris à la direction de cette entreprise, ainsi que dans tous les centres régionaux pour contrôler l'ensemble de la société. Encore une fois ce sont les travailleurs qui vont être victimes de cette situation nouvelle. Non seulement ils vont perdre les petits avantages qu'ils avaient auparavant en tant que fonctionnaires de l'Etat, ils vont maintenant subir de nouvelles conditions de travail et de salaire plus dures.

Les organisations d'opposition crient bien fort en déclarant que Houphouët est entrain de brader les biens de l'Etat à de grandes sociétés étrangères; que c'est quelque chose d'inadmissible; que Bouygues est entrain de s'accaparer de l'une des richesses nationales etc...

Eh bien oui! c'est révoltant qu'une société capitaliste vienne avec ses capitaux s'emparer des biens du pays. Effectivement si les ouvriers étaient organisés dans un parti défendant leurs intérêts, ils auraient en premier profité de l'occasion pour se battre contre les licenciements, pour de meilleures conditions de travail et de salaires.

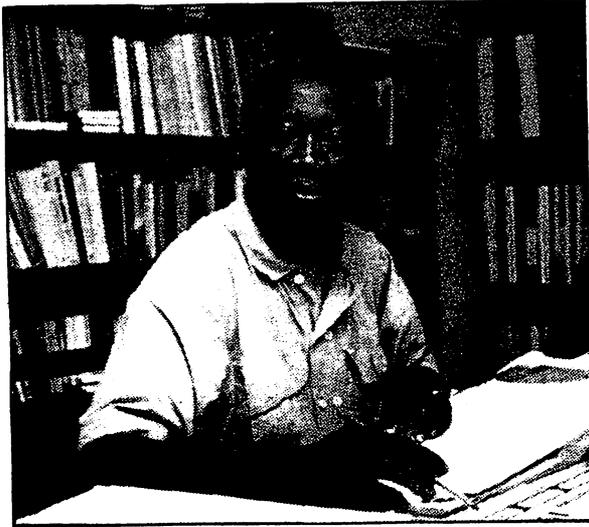
Lorsque c'était l'Etat ivoirien qui était le patron de l'ECCI, il y avait toute une caste de privilégiés qui s'occupaient à dilapider la caisse. Ils agissaient en fonction des intérêts des gros bonnets et non de ceux des salariés. Maintenant que c'est Bouygues qui est le patron, ce dernier agit en fonction de ses intérêts à lui, c'est-à-dire en fonction de ceux des capitalistes et des patrons qui se trouvent à Abidjan et à Paris et non selon les intérêts des travailleurs de l'ECCI.

Cela veut dire que les représentants élus par les travailleurs de l'ECCI doivent avoir droit de regard sur la marche et la gestion de la société, le droit de décision sur les conditions de travail et de salaires.

Pour cela, il est nécessaire que la classe ouvrière de ce pays s'organise consciemment pour défendre ses intérêts, qu'elle se dote d'un parti révolutionnaire puissant pour affronter les quelques milliers de parasites qui vivent sur son dos.

GBAGBO DENONCE LA CORRUPTION, MAIS QUE PROPOSE-T-IL?

La dénonciation de la corruption, du "népotisme" et du "clientélisme" a constitué un des axes de la campagne électorale du FPI. La dénonciation des pratiques révoltantes a eu, à juste titre, un écho favorable dans les quartiers pauvres d'Abidjan. C'est en effet la première fois depuis trente ans de règne absolu en Côte d'Ivoire, que quelqu'un ose dire publiquement à la radio, à la télévision et dans les meetings publics, que le régime d'Houphouët est corrompu.



Ce langage a valu au candidat du FPI, Laurent Gbagbo, une certaine popularité. Mais que propose-t-il donc concrètement pour enrayer ces maux qu'il dénonce? En réalité, rien de nouveau par rapport à ce qu'on a attendu ailleurs, sous d'autres cieux, à savoir, en substance: "avec moi au pouvoir, ça va changer, car j'en ai la volonté". Mais lui, même s'il arrivait au pouvoir, qu'y ferait-il? Pondre des décrets contre la corruption?

L'appareil d'Etat est pourri de la tête aux pieds. Plus on monte les échelons plus la corruption y est grande.

Et lui, Laurent Gbagbo, en accédant au sommet de l'Etat, va-t-il enrayer la corruption par un coup de baguette magique? Qui va contrôler les ministres, les hauts fonctionnaires, les officiers, les douaniers, les flics? Lui, Laurent Gbagbo? ses nouveaux fonctionnaires vierges de toute corruption? Et ceux-là, qui va les contrôler?

les contrôler?

En réalité, pas plus que les autres politiciens qui prétendent résoudre les grands maux de la société capitaliste, Laurent Gbagbo -qui n'est d'ailleurs pas du tout contre le système capitaliste- n'a que des discours à proposer. Lutter contre la corruption n'est possible qu'avec la participation active de la population. Cela veut dire que c'est la population qui doit contrôler ceux qui exercent le pouvoir, et ce à tous les échelons. C'est la population qui souffre des dilapidations et des détournements des fonds publics. C'est elle qui souffre de la corruption, de la petite comme de la grande au sommet, car plus on est au bas de l'échelle, plus on paye pour ceux qui sont au-dessus. C'est donc la population laborieuse qui est la principale intéressée dans cette lutte contre la corruption, parce que la principale victime. Mais à elle, le FPI ne demande rien que de lui faire confiance!

Et pourtant, même pour une question d'efficacité de cette lutte, le contrôle de la population pauvre est indispensable tout comme par exemple pour empêcher la hausse abusive des prix des marchandises, la lutte contre la fraude, le respect des salaires, des conditions de travail, la lutte contre les licenciements abusifs etc... Les inspecteurs des prix, les inspecteurs de travail, de douane, des trésors publics etc... peuvent se faire acheter. Mais si c'est la population elle-même qui exerce ces tâches, non seulement ce sera plus économique, mais en plus ce sera plus efficace car il y aura des dizaines, des centaines, des milliers d'yeux et d'oreilles qui vont surveiller et veiller à ce que personne ne puisse faire des magouilles sous la table.

Faire appel à cette seule force capable d'enrayer tous ces maux, l'organiser pour qu'elle agisse, qu'elle s'occupe de ce qui la touche, est le dernier soucis des gens comme Laurent Gbagbo. Son camp n'est pas celui des pauvres; son souci, ce n'est pas de combattre la misère et l'injustice sociale. Il ne le prétend d'ailleurs pas.

C A M E R O U N

LE RALLIEMENT DE WOUNGLY-MASSAGA EST SIGNIFICATIF DE LA POLITIQUE

D'ALLEGANCE DE L'UPC A L'IMPERIALISME

Woungly-Massaga, le secrétaire général de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) vient de démissionner de ce poste pour rallier le régime dictatorial de Biya, après 30 ans d'exil.



Dans une interview accordée à un journal, il déclare notamment: "je pense que le mot ralliement convienne à la situation. Monsieur Biya a fait une ouverture importante bien qu'insuffisante, en direction des patriotes camerounais".

Il faut remonter en 1968 pour citer un autre exemple de ralliement. Mayi-Matip, principal adjoint d'Um Nyobé, tué en septembre 1958, a quitté le maquis sous prétexte de fonder, en ville, une UPC légale. Il a fini par rallier purement le parti unique du dictateur Ahidjo.

Que des dirigeants politiques de l'opposition comme Woungly-Massaga ait envie de rejoindre la mangeoire gouvernementale, on le comprend. D'autres l'ont fait avant lui, d'autres le feront après. Cela constitue peut-être une "trahison" par rapport à ceux que Woungly a lâchés mais ce n'est pas du tout en contradiction avec la politique de l'UPC. Car l'UPC, même lorsqu'elle a connu une période de lutte armée, a toujours été pour la négociation avec le pouvoir. Mais c'est le pouvoir qui ne voulait pas d'elle.

Um Nyobé, fondateur de l'UPC, disait clairement: "Nous offrons des garanties qui prouvent non seulement notre détermination d'oeuvrer pour sortir le Kameroun de l'impasse, mais aussi notre désir de coopérer avec le gouvennement français (...)" .Ainsi, les dirigeants de l'UPC, y compris Um Nyobé, étaient pour une solution pacifique, arrangée à l'amiable entre le pouvoir colonial et l'UPC. Car l'UPC à ses débuts, n'a pas tout de suite opté pour la lutte armée. C'est contraints et forcés que les dirigeants vont passer dans la clandestinité et certains gagner le maquis.

En effet, malgré toutes les preuves de légalisme données par l'UPC, le pouvoir colonial ne veut surtout pas filer le pouvoir à des leaders populaires qui sembleraient l'avoir acquis d'un mouvement de masses africaines. La décision du colonialisme français d'écraser à tout prix l'UPC, a imprimé à ce mouvement son caractère radical.

Si le colonialisme français avait accepté les revendications fort modestes et limitées de l'UPC à ses débuts, revendications qui ne mettaient pas en cause les intérêts capitalistes, ce mouvement nationaliste n'allait pas connaître le succès qu'il a jusqu'aujourd'hui auprès des masses populaires. Ces revendications étaient les suivantes: indépendance et unité nationale; plus de liberté et administration des Camerounais par les Camerounais eux-mêmes. Tout cela, bien entendu, avec l'accord des autorités françaises.

Vouloir à tout prix "coopérer" avec l'impérialisme montrait que l'UPC ne voulait pas le combattre réellement. Voilà les limites que cette organisation s'est fixées et cela se

traduit dans la conduite de la lutte, limitée aux seules régions Bassa, Bamiléké et la Sanaga où la rébellion est très active. Pas de politique en direction des ouvriers de Douala, par exemple, pourtant massivement acquis à la cause de l'UPC. Um Nyobé, ancien syndicaliste, responsable de l'Union des Syndicats Confédérés du Cameroun (USCC), proche de la CGT, après l'expulsion des syndicalistes français pour fait de grève en 1945, avait tourné le dos à la classe ouvrière pour créer en 1948, l'UPC, parti s'adressant aux chefs traditionnels et aux bourgeois nationaux.

Pourtant les travailleurs de Douala pouvaient non seulement bloquer en partie l'économie du pays mais aussi s'adresser aux ouvriers de Yaoundé et d'ailleurs. Pas en tant que Bamiléké mais en tant que travailleurs. Et ainsi ils pouvaient également s'adresser aux ouvriers africains des pays voisins, prêts à prendre part à une révolution mettant en cause l'ordre colonial sur toute l'Afrique. Telle n'a pas été la politique de l'UPC.

Au Cameroun, les limites du mouvement nationaliste n'étaient pas dues au caractère timoré de ses dirigeants, ni au manque de racines populaires. L'UPC avait des racines nombreuses et profondes dans les couches les plus populaires. Ce n'est pas dû non plus à la crainte de mener la lutte armée: cela Um Nyobé l'a fait. Mais c'est parce que ce dernier et l'UPC n'étaient pas révolutionnaires socialement; ils n'étaient pas prêts à soulever les pauvres en tant que pauvres avec à leur tête les travailleurs pour bâtir un autre avenir.

Du communisme, Um Nyobé n'avait connu que le stalinisme qui n'était qu'une version nouvelle du nationalisme. Les staliniens ne croyaient pas plus que les nationalistes à la capacité des travailleurs de renverser l'impérialisme et de construire un ordre nouveau. Cela ne pouvait qu'emmener l'UPC à une stratégie dont le but était de convaincre finalement l'impérialisme qu'il fallait accepter de composer avec Um Nyobé.

Il n'y a pas 50 politiques; il n'y en a que deux. Ou on accepte l'ordre impérialiste et celui qui décide de tout et partout. Alors il faut en passer par lui pour obtenir le pouvoir. Ou on n'accepte pas cet ordre, alors il faut en passer par la révolution. Les petits bourgeois, même radicaux, même honnêtes comme Um Nyobé, même aussi courageux que lui sont condamnés aux mêmes échecs aujourd'hui qu'hier; ils sont condamnés à l'impuissance s'ils refusent la révolution prolétarienne.

L'absence d'un parti révolutionnaire prolétarien capable d'offrir une perspective aux masses exploitées en Afrique a coûté à ce continent trente années de néo-colonialisme, c'est-à-dire trente années de misère, de dictature, de faim et de maladie.

Les luttes de demain risquent de mener aux mêmes impasses, s'il ne se trouve pas de militants capables de le comprendre, de se lier aux travailleurs, de fonder des organisations communistes révolutionnaires, car le communisme, le vrai, est la seule alternative au capitalisme.

M A R O C

UNE GREVE GENERALE SE TRANSFORME EN EMEUTE

La grève générale lancée par deux organisations syndicales marocaines le 14 décembre dernier s'est terminée par des manifestations et des affrontements avec la police. Il y a eu plus de 40 morts, des dizaines de blessés et des arrestations.



Ces manifestations étaient suivies d'émeutes de la population pauvre dans des villes comme Fès, Agadir, Tanger et Kénitra. Les manifestants se sont attaqués à tout ce qui représentait richesses et autorités gouvernementales. Ils ont pillé et incendié des édifices publics, des postes de police, des boutiques, des grands hôtels. Cette grève générale a été lancée par l'UGTM (Union Générale des Travailleurs Marocains) et la CDT (Confédération Démocratique du Travail) après l'échec des négociations sur les augmentations de salaires avec le gouvernement.

En plus le gouvernement a lancé des menaces de sanctions contre les salariés. La situation s'est tellement dégradée que la moindre grève ou manifestation

En plus le gouvernement a lancé des menaces de sanctions contre les salariés. La situation s'est tellement dégradée que la moindre grève ou manifestation se transforme en émeute. Surtout à Fès, deuxième ville industrielle après Casablanca, qui a attiré ces dernières années une nombreuse main d'oeuvre non qualifiée, pour répondre aux demandes pressantes des petites et moyennes entreprises. Avec la crise, le chômage a frappé durement cette partie des travailleurs; elle a jeté à la rue de nombreux travailleurs. Il faut ajouter à cela, les sans-abris chassés vers Fès par la sécheresse entre 1980 et 1987. Tous ces gens-là constituent à Fès une poudrière prête à éclater au moindre incident.

Le problème au Maroc comme dans la plupart des pays d'Afrique, c'est que les populations se révoltent, manifestent leurs colères sans l'arme efficace pour des succès même partiels: c'est-à-dire une organisation révolutionnaire qui se bat sur le terrain des intérêts des travailleurs.

★

★

★

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.